



Déclaration de la FSU 11 au CTPD du 25 janvier 2011

Après une rentrée 2010 particulièrement mauvaise, et bien entendu sans remise en question des choix politiques et budgétaires, marqués par d'importantes dégradations des conditions d'enseignement, par l'affectation des stagiaires sur des services à temps plein sans formation, par l'explosion du nombre des postes partagés, par le manque criant de personnels de remplacement et des centaines d'élèves sans enseignants qualifiés, le pire était à craindre pour la prochaine rentrée. Avec 16000 suppressions de postes pour 48000 élèves de plus, le pire est là !

La question du collège semble avoir été occultée depuis quelques années. Cet ultime échelon de la scolarité commune fait pourtant l'objet de multiples mesures apparemment éclatées depuis 2005 qui posent tous les outils de sa dénaturation. Abandonné à un « socle commun » paré de toutes les vertus, véritable menace pour certains enseignements disciplinaires et nos métiers, dénaturés par le glissement progressif de nos missions, le collège paie depuis des années le prix fort des suppressions d'emplois dans le second degré, alors qu'il est, de l'aveu de tous, notoirement sous-doté !

Avant de rentrer dans l'analyse, nous prenons acte du lissage du taux HSA/HP et constatons une légère diminution du volume des HSA au profit des HP.

Avec un H/E 2010 (1.157) dans l'Aude inférieur à la moyenne académique (1.178), le plus faible des 5 départements, le H/E prévisionnel 2011 (1.145), est une nouvelle fois en baisse sensible. Ce nouveau recul ôte aux établissements toute marge réelle de manœuvre pour viser la réussite de tous les élèves et tenter de réduire un échec scolaire qui concerne 10 à 15% des élèves à leur entrée en sixième. Les moyens horaires étaient déjà si faibles que la vague des 117 suppressions d'emplois dans l'académie a apparemment épargné les collèges audois. Peut-on se contenter de ce seul élément, qui de prime abord semble plutôt favorable vu le contexte général, pour porter une appréciation positive sur les conditions de préparation de rentrée dans ce département ?

La FSU conteste vos propositions car la ventilation de la DHG départementale qui nous est proposée entraîne une baisse sans précédent du volume des enseignements obligatoires dispensés aux 14120 élèves attendus : 10 classes vont fermer alors qu'il faudra accueillir 140 élèves supplémentaires si vos prévisions d'effectifs s'avèrent exactes.... Ce sont près de 280h d'enseignements obligatoires pour tous les élèves qui font les frais d'une politique d'austérité qui a atteint depuis longtemps ses limites. Qui paie le prix fort de ces choix ?

Les élèves en premier lieu. Le E/D va passer de 24,43 cette année à 25,57 l'an prochain. L'augmentation moyenne d'un élève par classe préconisée dans les fameuses fiches du ministère sur les « gisements d'efficience » a été respectée à la virgule près ! Hasard ou pas, l'augmentation des effectifs par classe n'aura jamais été aussi brutale. Le relèvement du seuil (29) déclenchant l'attribution des moyens pour les enseignements obligatoires entraîne une hausse sensible du E/D notamment en sixième. Si l'on prend le seuil de l'an dernier (27), le nombre de classes concentrant 26, 27, 28 ou 29 élèves passe à 61% du nombre total (144) des classes de 6^e, soit le double de l'an dernier ! Monsieur l'Inspecteur d'Académie, la FSU vous demande de mettre en débat dans quelques minutes le retour au seuil de préparation de rentrée 2010-2011.

Les personnels ensuite. Peuvent-ils continuer d'accepter que le quotidien de la classe se détériore encore davantage, que leurs conditions de travail se dégradent et que la charge de travail s'alourdisse avec toujours plus de nouvelles tâches imposées ? La baisse des recrutements de Co-psy, de CPE, de documentalistes, le non-renouvellement des personnels « vie-scolaire » pèsera également sur la vie des établissements avec une dégradation au niveau de l'encadrement éducatif sans compter les effets des suppressions d'emploi d'administratifs.

Mais si nous venons de déplorer les conséquences du relèvement des seuils et la baisse du volume horaire prévus pour les enseignements dûs à tous les élèves, dans le même temps nous constatons une hausse sensible du volume horaire « non-affecté » laissé à la disposition de chaque établissement (+208h par rapport à cette année soit 648h au total).

La FSU conteste ce choix car si elle considère nécessaire l'attribution de moyens spécifiques dans chaque établissement pour mettre en place des dispositifs variés au service de la lutte contre l'échec scolaire, elle n'accepte pas que cela passe par une dégradation des conditions d'enseignement et d'apprentissage dans les horaires disciplinaires et obligatoires pour TOUS.

La FSU considère que la réduction drastique des moyens SEGPA annonce la disparition progressive de cette structure d'enseignement. A quand la réduction des moyens ENAF, ULIS et classe relais ? Dans un budget « éducation » volontairement contraint, et le choix idéologique, contrairement au « discours officiel », d'abandonner désormais les plus fragiles au bord du chemin, le « coût par élèves » de ces dispositifs justifiera sans doute dans les années à venir leur suppression ...

Nous contestons donc globalement les propositions qui nous sont soumises et ferons tout pour que les usagers et les agents du service public d'Education prennent connaissance de nos analyses et montrent leur désaccord à la politique de ce gouvernement en matière d'éducation, en appelant à la mobilisation la plus large mi-février et à une manifestation nationale au mois de mars.

Enfin, vous allez sans doute nous annoncer que le CTPD 1^{er} degré sera reporté après les élections cantonales. Est-ce qu'en France, l'exercice de la démocratie ne peut se faire en toute transparence des décisions politiques concernant le devenir du système éducatif ? Est-ce que là aussi vos propositions de répartition des moyens seraient à ce point inacceptables ?